

RDC : Félix Tshisekedi adoubé au sommet de l'Union africaine

Le nouveau président congolais est parvenu à casser les tentatives de contestation du scrutin qui l'a porté au pouvoir

ADDIS-ABEBA - *correspondance*

Près de trois semaines après avoir été investi président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi a fait ses premiers pas dans la cour des dirigeants africains lors du 32^e sommet de l'Union africaine (UA), les 10 et 11 février à Addis-Abeba, en Ethiopie. Ancien opposant au régime de Joseph Kabila, M. Tshisekedi était jusqu'à présent plutôt familier des discussions en marge de la grand-messe. Venu en 2012 contester les résultats de l'élection présidentielle dans son pays, où son père, arrivé officiellement deuxième, s'était proclamé président, il n'avait pas été autorisé à accéder au siège de l'organisation continentale.

Cette fois, c'est en chef de l'Etat qu'il est venu, saluant la « toute première alternance démocratique du pouvoir » dans son pays, où il a été déclaré vainqueur du scrutin présidentiel contesté du 30 décembre. « Cette passation pacifique du pouvoir entre le président sortant et le dirigeant du plus ancien parti d'opposition a démenti tous les pronostics du chaos annoncé à l'issue de ces élections.

Elle est la preuve de la maturité politique de notre peuple », a-t-il déclaré devant ses pairs. Cet accueil n'était pourtant pas acquis.

Le 17 janvier, en pleine période de proclamation des résultats électoraux en RDC, un mini-sommet extraordinaire des chefs

d'Etat africains s'était tenu à l'initiative du président rwandais, Paul Kagame, alors à la tête de l'institution panafricaine. A l'issue d'une réunion à huis clos – à laquelle la délégation congolaise n'avait pas été conviée –, les neuf dirigeants de l'UA présents avaient, à la surprise générale, demandé à la Cour constitutionnelle congolaise de suspendre la proclamation des résultats définitifs.

« Discrédit »

« Nous étions vraiment courroucés de voir notre institution continentale vouloir donner des ordres à la justice congolaise », explique Barnabé Kikaya Bin Karubi, ex-conseiller diplomatique de Joseph Kabila qui assure l'intérim et était présent ce jour-là. Au terme de tractations diplomatiques, et après l'envoi d'émissaires congolais à Kigali et à Pretoria, la visite de la délégation de haut niveau prévue à la suite du mini-sommet avait été annulée.

L'opposant congolais Martin Fayulu, désigné vainqueur de la présidentielle selon des résultats compilés par la Conférence nationale épiscopale du Congo, a vivement dénoncé ce changement de cap. « La fin de non-recevoir esuyée par cette initiative continentale a jeté un discrédit sans précédent à l'encontre de l'UA », a-t-il écrit aux dirigeants africains le 8 février. En vain. Sa lettre n'a reçu que peu d'écho dans les couloirs de l'UA, et sa demande de créer un

comité spécial de l'UA pour vérifier les résultats du scrutin est restée lettre morte. A la place, la plupart des dirigeants présents à Ad-

On reproche à M. Tshisekedi de s'être entouré des mêmes conseillers que son prédécesseur, Joseph Kabila

dis-Abeba ont chaleureusement félicité la « grande vedette du sommet », notamment le président rwandais Paul Kagame, prouvant que la friction diplomatique était bel et bien terminée. Le commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, l'Algérien Smail Chergui, a déclaré à RFI qu'elle appartenait au « passé ». Un observateur relativise : « C'est de l'hypocrisie. Ils ont été placés devant le fait accompli. Ils doivent maintenant faire avec. »

« Prendre nos marques »

Le baptême du feu de M. Tshisekedi à l'UA a aussi été l'occasion pour lui de multiplier les rencontres bilatérales sur de futurs sujets-clés pour la RDC. Il a ainsi évoqué avec le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, sa volonté de reprendre le dialogue stratégique avec la mission de l'ONU en RDC (Monusco). Selon Barnabé Kikaya Bin Karubi, les

deux hommes ont discuté de la nécessité de recruter des troupes « plus adaptées à une guerre asymétrique » et du retrait progressif de la force onusienne.

Avec la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Federica Moghe-

rini, M. Tshisekedi a reconnu que le retour à Kinshasa du chef de la mission diplomatique de l'UE, expulsé par le précédent gouvernement, était l'une de ses promesses de campagne, mais que ce retour dépendrait des règles diplomatiques de la convention de Vienne.

« Ce sommet est une réussite sur le plan diplomatique, se réjouit l'un des proches du chef de l'Etat congolais. Les dirigeants de l'UA avaient contesté les résultats. Maintenant, ils adoubent [Félix Tshisekedi] et le désignent même deuxième vice-président » de l'organisation. Certains Congolais spéculent même déjà sur une présidence de l'UA en 2021.

L'ombre de l'ex-président congolais Joseph Kabila planait toutefois sur la visite à Addis-Abeba. Il est notamment reproché à M. Tshisekedi de s'être entouré de la même équipe de conseillers que son prédécesseur. Le président « n'a pas encore eu le temps de mettre en place ses propres équipes », balaie son conseiller diplomatique par intérim. « Le temps de prendre nos marques », ajoute l'un de ses proches. Et de pouvoir s'émanciper de Joseph Kabila ? ■

EMELINE WUILBERCQ